Am 1

Art. 1

AMENDEMENT
PROJET DE LOI NO 120
LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE
MUNICIPALE

ARTICLE 1

Retirer l'article 1.

Adopté
MP.

AMENDEMENT
PROJET DE LOI NO 120
LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE
MUNICIPALE

Am 2
Art. 10
(art. 31.1.2)

ARTICLE 10 (ARTICLE 31.1.2)

Remplacer, à la fin de l'article 31.1.2 proposé par l'article 10, « si la poursuite a été intentée pendant l'exercice de ses fonctions comme membre du conseil de la municipalité qui lui versé l'allocation » par « si la poursuite a été intentée avant l'expiration d'un délai de cinq ans après la fin du mandat à la suite duquel elle a reçu l'allocation et pendant lequel l'acte faisant l'objet de la poursuite a été commis ».

a

Adopté
MP.

Am 3
Art. 7.1

AMENDEMENT
PROJET DE LOI NO 120
LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE
MUNICIPALE

ARTICLE 7.1

Insérer, après l'article 7, ce qui suit :

LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS

7.1. L'article 312.6 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) est modifié par le remplacement de la deuxième phrase du premier alinéa par la suivante : « De plus, en outre de la perte de son droit à toute somme à titre d'allocation de transition ainsi que de son obligation de rembourser une telle somme conformément à ce que prévoient les articles 31.1.1 et 31.1.2 de cette loi, il perd le droit à toute somme, à titre d'allocation de départ prévue par cette même loi, attribuable à la période qui précède le jugement de culpabilité et, s'il a déjà reçu une telle somme, doit la rembourser à la municipalité, sauf si elle a été reçue avant le début du mandat au cours duquel il a dû cesser d'exercer ses fonctions.

COMMENTAIRE

Il s'agit d'un amendement apporté en concordance avec l'introduction des articles 31.1.1 et 31.1.2 proposés par l'article 10 du présent projet de loi.

Adopté
MP.

L'article 312.6 de la LERM tel que modifié :

« **312.6.** Le membre du conseil déclaré coupable, par jugement passé en force de chose jugée, d'une infraction qui a fait l'objet d'une poursuite ayant servi de fondement à un jugement en déclaration d'incapacité provisoire doit rembourser à la municipalité et à tout organisme mandataire de la municipalité ou organisme supramunicipal toute somme, attribuable à la période durant laquelle il a dû cesser d'exercer ses fonctions, qu'il a reçue à titre de rémunération ou d'allocation de dépenses en vertu de la Loi sur le traitement des élus municipaux (chapitre T-11.001). Il perd également le droit à toute somme, à titre d'allocation de départ ou de transition prévue par cette loi, attribuable à la période qui précède le jugement de culpabilité et, s'il a déjà reçu de telles sommes, doit les rembourser à la municipalité, sauf si elles ont été reçues avant le début du mandat au cours duquel il a dû cesser d'exercer ses fonctions. De plus, en outre de la perte de son droit à toute somme à titre d'allocation de transition ainsi que de son obligation de rembourser une telle somme conformément à ce que prévoient les articles 31.1.1 et 31.1.2 de cette loi, il perd le droit à toute somme, à titre d'allocation de départ prévue par cette même loi, attribuable à la période qui précède le jugement de culpabilité et, s'il a déjà reçu une telle somme, doit la rembourser à la municipalité, sauf si elle a été reçue avant le début du mandat au cours duquel il a dû cesser d'exercer ses fonctions.

Il doit également rembourser, le cas échéant, les dépenses faites par la municipalité dans le cadre de sa défense à l'encontre de la demande en incapacité provisoire en vertu du paragraphe 3° de l'article 604.6 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou du paragraphe 3^e de l'article 711.19.1 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). »

Am 4
Art. 8.1

AMENDEMENT
PROJET DE LOI NO 120
LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE
MUNICIPALE

ARTICLE 8.1

Insérer, après « LOI SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX », l'article suivant :

8.1. L'article 31 de la Loi sur le traitement des élus municipaux (chapitre T-11.001) est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « et 31.0.2 » par « , 31.0.2, 31.0.4 et 31.1.1 » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « et 31.0.2 » par « , 31.0.2, 31.0.4 et 31.1.1 ».

Adopté
M.A.

COMMENTAIRE

Cet amendement a pour but d'apporter une modification de concordance à l'article 31 de la Loi sur le traitement des élus municipaux étant donné l'introduction du nouvel article 31.0.4 par l'article 9 du présent projet de loi et du nouvel article 31.1.1 par l'article 10.

L'article 31 de la Loi sur le traitement des élus municipaux tel qu'il se lira :

« **31.** Le conseil d'une municipalité peut, par règlement, prévoir qu'elle verse, sous réserve des articles 31.0.1 et 31.0.2, 31.0.2, 31.0.4 et 31.1.1, une allocation de transition à toute personne qui cesse d'occuper le poste de préfet élu conformément à l'article 210.29.2 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (chapitre O-9) ou de maire après l'avoir occupé pendant au moins les 24 mois qui précèdent la fin de son mandat.

Le conseil d'une municipalité locale de 20 000 habitants et plus peut, par règlement, prévoir que l'allocation de transition est versée, sous réserve des articles 31.0.1 et 31.0.2, 31.0.2, 31.0.4 et 31.1.1, à toute personne qui cesse d'être membre du conseil après l'avoir été pendant au moins les 24 mois qui précèdent la fin de son mandat.

Le montant de l'allocation est égal au produit obtenu lorsqu'on multiplie par le nombre d'années complètes pendant lesquelles la personne a occupé le poste de préfet ou de maire ou, selon le cas, a été membre du conseil le montant de sa rémunération trimestrielle à la date de la fin de son mandat; le montant de l'allocation est accru de la fraction de la rémunération trimestrielle qui est proportionnelle à la fraction d'année pendant laquelle la personne a occupé le poste de préfet ou de maire ou, selon le cas, a été membre du conseil en sus des années complètes. Le montant de l'allocation ne peut excéder quatre fois celui de la rémunération trimestrielle de la personne à la date de la fin de son mandat. Dans le cas d'une personne démissionnaire ayant obtenu une décision favorable en vertu de l'article 31.0.1, le montant versé doit toutefois être diminué d'un montant égal aux revenus d'emploi, de service, d'entreprise ou de retraite ou aux prestations d'invalidité que la personne reçoit ou est en droit de recevoir pendant la période visée à l'article 31.0.2.

Le conseil d'une municipalité peut, par règlement, prévoir que la rémunération comprend, aux fins de l'établissement du montant de l'allocation de transition, la rémunération que verse à ses membres un organisme mandataire de la municipalité ou un organisme supramunicipal.

Le conseil fixe les modalités du versement de l'allocation. Il peut déléguer ce pouvoir au comité exécutif.

Les articles 7 à 10 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à un règlement prévu au présent article.»

12.1. Si la résolution par laquelle le conseil s'est déclaré compétent en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal ^(Chapitre C-11.4) a été adoptée avant le ⁱⁱ (insérer la date de présentation du projet de loi), le conseil peut adopter, à la majorité absolue des voix des membres du conseil malgré le deuxième alinéa de ce même article, une résolution qui prolonge l'application de cette déclaration de compétence de telle sorte qu'elle devienne applicable pour une période excédant deux ans si elle est adoptée au plus tard (indiquer ici la date qui suit de 12 mois celle de la sanction de la présente loi) et si la période pour laquelle la déclaration de compétence est prolongée n'exécède pas deux ans. ^{Am 5} ^{Am 1} ^{Adopté} ^{MP}

Sam 1
Am 5
Art. 12.1

Projet de loi n° 120

Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale

SOUS-AMENDEMENT

ARTICLE 12.1

L'AMENDEMENT INTRODUISANT L'ARTICLE 12.1 EST MODIFIE
PAR LE REMPLACEMENT, DANS LE PREMIER ALINEA, DU MOT
« ~~DOUZE~~¹² » PAR « SEX »

Adopté
RP.